

Banque de la Colombie-Britannique—Loi

C'est une tragédie que nous soyons obligés d'adopter cette loi. Cela n'aurait jamais dû arriver. Je me réjouis, cependant, puisque nous en sommes là, que le gouvernement soit en mesure d'aider l'économie de la Colombie-Britannique et ses banques à rester solvables. La bonne nouvelle, c'est qu'il y aura maintenant en Colombie-Britannique une banque qui disposera des garanties suffisantes pour résister à un choc comparable à celui que la Banque de la Colombie-Britannique a reçu sans être capable de tenir le coup. Grâce à ses réserves, il y a peu de chance que la Banque de Hongkong puisse être ébranlée par un traitement comme celui que la Banque de la Colombie-Britannique a dû subir.

Il y a d'autres avantages. La Colombie-Britannique désire ardemment participer à l'expansion de l'Ouest et du bassin du Pacifique. Nous savons tous que beaucoup de transactions se font tout à fait légalement par contacts. Les Cinq grands de Toronto connaissent personnellement certains des administrateurs des sociétés avec lesquelles ils font affaire. Ils concluent des accords par téléphone, pas pour éviter les moyens habituels de faire des affaires mais bien parce qu'ils se connaissent. C'est ce que nous appelons créer un réseau. C'est l'un des plus grands avantages d'une participation très importante de la Banque de Hongkong dans les services bancaires de la Colombie-Britannique. Cette participation nous ouvre un nouveau monde en matière de communications dans les pays du Pacifique. C'est chose possible maintenant, ce qui n'était pas le cas naguère. Ces gens se connaissent entre eux. Tout porte à croire que les maîtres d'œuvre de la Banque de Hongkong connaissent ceux qui font la pluie et le beau temps dans ce secteur, dans les pays du Pacifique. Ils travailleront volontiers avec eux. Ils peuvent leur parler. C'est très important dans ce milieu.

Je constate, avec plaisir, que le gouvernement gère nos ressources en bon intendant. Puisque nous sommes en train de nous assurer que les institutions financières sont solvables et bien portantes, aussi bien en profiter pour s'assurer de la bonne marche de ce secteur sur la côte ouest. Les partis de l'opposition nous soutiennent dans cette entreprise. Je me réjouis qu'ils le fassent, mais je sais que ce sont des novices un peu hésitants. Ils voudraient pouvoir en profiter pour fustiger le gouvernement. Je suis heureux de leur appui parce qu'ils savent bien que le bien-être de l'ouest du Canada dépend du bon état des services bancaires de la Colombie-Britannique.

Je reviens donc à ce que je disais au début. Si ces cinq grands établissements ne s'étaient pas montrés aussi cupides dans leurs transactions avec les pays de l'Amérique latine, s'ils n'avaient pas recherché une solution de facilité et pris tant de risques avec Dome Petroleum, ces 2 milliards ou 2 milliards et demi de dollars auraient profité aux consommateurs canadiens, surtout à ceux de l'Ouest. Ces établissements ont tenté de conclure un marché rapide et facile avec Dome Petroleum en voulant exercer une influence qui défiait toute raison dans le cadre de cette transaction. Ils ont retiré, des petites entreprises, des millions et des milliards de dollars dont les consommateurs auraient pu disposer, des capitaux essentiels à la vitalité du monde des affaires, surtout dans l'ouest du Canada.

J'en reviens de nouveau à mes remarques du début. Ce projet de loi facilitera les opérations de la Banque de la Colombie-Britannique qui pourra continuer à travailler et à contribuer à une saine économie dans l'Ouest. Ainsi la banque pourra maintenir sa juste part du marché et concurrencer le reste du secteur bancaire canadien.

M. Riis: Madame la Présidente, j'ai écouté avec intérêt mon collègue de la Colombie-Britannique. J'ai deux questions à lui poser.

Je voudrais savoir ce qu'il ferait si quelqu'un lui faisait l'offre suivante: nous vous donnons 200 millions de l'argent des Canadiens, à condition que vous en utilisiez 63 millions pour acheter la banque. Il accepterait probablement le marché.

Pourquoi le député est-il aussi enthousiaste au sujet d'un marché où les Canadiens fournissent 200 millions sans rien recevoir en échange, ni avoirs ni actions? Pourquoi est-il enthousiasmé par le fait que l'on donne cet argent à une banque étrangère qui en utilisera 63 millions pour acheter la Banque de la Colombie-Britannique? Qu'est-ce qui en fait une si bonne affaire pour le Canada? Pourrait-il nous expliquer?

Ayant pris la parole, il pourra peut-être expliquer pourquoi nous n'avons demandé aucune garantie que la nouvelle banque maintiendrait en activité ses succursales en Colombie-Britannique. Une fois l'affaire conclue, la nouvelle banque pourrait fort bien en fermer la majorité. Pourquoi le gouvernement accepte-t-il un marché sans aucune garantie et sans aucune participation en échange des 200 millions versés pour attirer la Hongkong and Shanghai Banking Corporation?

M. Friesen: Madame la Présidente, pour répondre à cette question je vais me baser sur la longue expérience que j'ai acquise dans les conseils d'administration du secteur bancaire canadien.

M. Rodriguez: Ça suffit.

M. Friesen: C'est exact. Je vais dire au député pourquoi c'est une bonne affaire. C'est parce que cette solution est beaucoup plus avantageuse que les autres. Le député préférerait-il essuyer une perte totale, comme le président du conseil d'administration l'a dit hier soir, ou bien veut-il que la banque continue de fonctionner? S'il a regardé la télévision hier soir, il a entendu le président du conseil d'administration dire que la banque ne pouvait plus poursuivre ses opérations. Il me semble qu'il était beaucoup plus avantageux de fournir 200 millions de dollars que de permettre à la banque de faire faillite.

M. Riis: Et les garanties?

M. Friesen: Et les garanties? Étant donné que le Nouveau parti démocratique croit que les institutions, les structures, les règlements, et ainsi de suite, existent pour assurer que rien ne changera...

M. Riis: Allez dire cela à la BCC.

M. Friesen: ... je comprends qu'il n'apprécie pas la façon dont fonctionne un libre marché concurrentiel. Le fait est que la banque gardera ses succursales ouvertes parce que c'est à son avantage. La Banque de la Colombie-Britannique compte faire de l'argent avec ses succursales et c'est une bonne chose.